

**MINISTERE DE LA JUSTICE - PFI Grand Ouest - Département
Immobilier**

20 rue du Puits Mauger
CS 60826
35108 Rennes Cedex 3

**Restructuration de la zone Assise du Tribunal
Judiciaire d'Evreux**

30 rue Joséphine 27000 EVREUX

C.C.T.P.

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Lot 10 - STAFF / PLATRERIE / PEINTURE ARTISTIQUE

DCE Février 2023 indice V1

Architecte

Atelier G
DERIQUEHEM Anna - 06 87 75 31 01
29 Rue Léon Malétra- 76140 LE PETIT QUEVILLY
contact@atelierg.archi

Economiste de la construction

INTERFACE Batiment
NEVEU Jennifer - 06 68 62 12 74
17 rue du Port - 27400 LOUVIERS
interfacebatiment@gmail.com

Bureau d'études fluides

CALAO
LEFRANCOIS Guillaume - 06 65 26 30 44
1 rue du Pacifique - ZAc Les Génetais - 76240 BELBEUF
becalao@becalao.fr

AMO Economie Circulaire

AGYRE
ROBIN Guillaume 07 48 10 19 28
1 rue des Longs Réages 28230 EPERNON
g.robin@agyre.com**Sommaire**

1	PLATRERIE - PRESCRIPTIONS GENERALES.....	P 3
1.1	EXIGENCES REGLEMENTAIRES.....	P 3
1.2	CONSISTANCE DES TRAVAUX.....	P 4
1.3	SECURITE DES TRAVAILLEURS.....	P 4
2	PLATRERIE - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES ET DETAILLEES DES OUVRAGES.....	P 4
2.1	TRAVAUX PREPARATOIRES.....	P 4
2.2	REMISE DES DOE.....	P 6
2.3	ENDUIT PLATRE INTERIEUR.....	P 6
3	PEINTURE DECORATIVE - PRESCRIPTIONS GENERALES	P 7
3.1	EXIGENCES REGLEMENTAIRES.....	P 7
3.2	SECURITE DES TRAVAILLEURS.....	P 7
3.3	CONSISTANCE DES TRAVAUX.....	P 7
3.4	ETAT DU CHANTIER.....	P 7
3.5	QUALITE DES PRODUITS.....	P 8
4	PEINTURE DECORATIVE - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES ET DETAILLEES DES OUVRAGES.....	P 8
4.1	PEINTURE DECORATIVE DOREE.....	P 8
4.2	MEDAILLON DE LA SALLE DES ASSISES.....	P 8

1 PLATRIERIE - PRESCRIPTIONS GENERALES

1.1 EXIGENCES REGLEMENTAIRES

Les travaux de plâtrerie, plaques de plâtre seront soumis aux exigences réglementaires des textes suivants :

- Normes Françaises AFNOR
- Documents Techniques en vigueur à la date de la remise des offres et plus particulièrement :

DTU 25.1 (P71-201) : Enduits intérieurs en plâtre

- DTU 25.1 P1-1 (novembre 2010) : Travaux de bâtiment - Enduits intérieurs en plâtre - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (CCT) (Indice de classement : P71-201-1-1)
- DTU 25.1 P1-2 (novembre 2010) : Travaux de bâtiment - Enduits intérieurs en plâtre - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (CGM) (Indice de classement : P71-201-1-2)
- DTU 25.1 P2 (novembre 2010) : Travaux de bâtiment - Enduits intérieurs en plâtre - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales type (Indice de classement : P71-201-2)

DTU 25.31 (P72-202) : Ouvrages verticaux de plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit au plâtre (cloisons en carreaux de plâtre à parements lisses)

- DTU 25.31 (NF P72-202-1) (avril 1994) : Ouvrages verticaux de plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit au plâtre - Exécution des cloisons en carreaux de plâtre - Partie 1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P72-202-1)
- DTU 25.31 (NF P72-202-2) (avril 1994) : Ouvrages verticaux de plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit au plâtre - Exécution des cloisons en carreaux de plâtre - Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P72-202-2)
- DTU 25.31 (P72-202-3) (juillet 1994) : Ouvrages verticaux de plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit au plâtre - Exécution des cloisons en carreaux de plâtre - Partie 3 : Mémento (Indice de classement : P72-202-3)

DTU 25.41 (P72-203) : Ouvrages en plaques de plâtre

- NF DTU 25.41 P1-1 (décembre 2012) : Ouvrages en plaques de plâtre - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P72-203-1-1)
- NF DTU 25.41 P1-2 (décembre 2012) : Ouvrages en plaques de plâtre - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P72-203-1-2)
- NF DTU 25.41 P2 (décembre 2012) : Ouvrages en plaques de plâtre - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales (Indice de classement : P72-203-2)

DTU 25.42 (P72-204) : Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwichs plaques de parement en plâtre-isolant

- DTU 25.42 (NF P72-204-1) (décembre 2012) : Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwichs plaques de parement en plâtre-isolant - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P72-204-1-1)
- DTU 25.42 (NF P72-204-2) (décembre 2012) : Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwichs plaques de parement en plâtre-isolant - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P72-204-1-2)
- DTU 25.42 (NF P72-204-2) (décembre 2012) : Travaux de bâtiment - Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwichs plaques de parement en plâtre-isolant - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P72-204-2)

Réglementation contre les risques d'incendie.

- Réglementation acoustique
- La conception des murs comportant des cloisons de doublage isolantes sera conforme aux prescriptions du D.T.U. N° 20.1.

CPT - Cahiers des prescriptions techniques

Cahier du CSTB "Guide de l'isolation thermique par l'intérieur des bâtiments d'habitation du point de vue des risques en cas d'incendie"

GS 9 - Cloisons et contre-murs en plâtre

- GS 9 : Conditions générales d'emploi et de contrôle des éléments préfabriqués de hauteur d'étage en plâtre à parements lisses pour cloisons de distribution et de doublage (Cahiers du CSTB, Cahier 1362, février 1976)

- GS 9 : Cloisons, contre-cloisons et complexes de doublage avec parement en plaques de plâtre hydrofugées de type H1 - Conditions générales de mise en oeuvre dans les locaux classés EB+ privatifs (Cahiers du CSTB, Cahier 3477, septembre 2003)

Réglementation acoustique

- Arrêté du 30 août 1990 relatif à la correction acoustique des locaux de travail
- Arrêté du 25 Avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement
- NF EN ISO 11654
- NF EN ISO 717
- NF EN ISO 140
- NF EN ISO 3822
- ISO 2631
- NF P 61-203
- Loi N°92-1444
- Décret n°95-21 du 9 janvier 1995
- Décret n°30 mai 1996
- Arrêté du 15 décembre 1998
- Arrêté du 30 juin 1999
- Arrêté du 25 avril 2003
- Circulaire du 19 janvier 1988
- Circulaire du 27 février 1996

1.2 CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux de plâtrerie, plaques de plâtre, comprennent :

- la fourniture des échafaudages, engins et appareils nécessaires aux travaux, leur pose, déplacements, dépose et enlèvement.
- l'ensemble des enduits plâtre intérieur
- la fourniture, la pose, la dépose et l'enlèvement du matériel d'exécution ;
- le nettoyage et l'enlèvement de toutes protections ainsi que de tous déchets et gravats résultant des travaux et de leur enlèvement aux décharges publiques.

1.3 SECURITE DES TRAVAILLEURS

L'Entreprise fera son affaire des mesures de sécurité à prendre ou des ouvrages à incorporer aux travaux de son lot pour assurer la protection des travailleurs durant ses interventions, conformément au « Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé » fourni par le Maître de l'Ouvrage. Les frais afférents à ces dispositions seront incorporés dans les prix de l'Entreprise ou, à son initiative, feront l'objet d'un poste chiffré spécifique.

Le « Dossier d'intervention ultérieure (DIU) » contenu dans le PGC fourni par le Maître de l'Ouvrage contient les plans et notes techniques pour les travaux d'entretien et de maintenance des ouvrages et lieux de travail.

2 PLATRIERIE - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES ET DETAILLEES DES OUVRAGES

2.1 TRAVAUX PREPARATOIRES

2.1.1 Installation de chantier - compte prorata à 2%

Installations de chantier sont communes avec les titulaires du lot clos et Couvert.

L'entreprise titulaire du lot Gros Oeuvre du Marché Clos et couvert sera le gestionnaire du compte prorata conformément au CCAP. Le montant du compte prorata s'élève à 2% du montant du marché

2.1.2 Travaux en site occupé - Horaires décalés

Il est important de préciser à l'entreprise que les travaux se dérouleront en site occupé.

L'entreprise devra informer ses salariés des conditions d'interventions, Il est impératif de limiter la gêne des usagers et des visiteurs.

Le chantier devra être nettoyé quotidiennement.

Le planning des travaux sera en corrélation avec le planning des Audiences afin de respecter les utilisateurs et les visiteurs.

Les travaux bruyant (perceuses, percements, sciages, pieux ...) seront réalisés en horaires décalés, c'est à dire avant 9h et après 18h. L'entreprise devra travailler de près avec l'OPC afin de caler au mieux les prestations avec les contraintes.

La construction du sanitaires dans la cour sera également en horaires décalés, il ne sera toléré aucun bruit dans la cour.

Le parking à l'arrière du bâtiment (coté installation de chantier) ne pourra pas être utilisé pour le stationnement journalier les véhicules des salariés intervenant sur le site.

2.1.3 Coordination

Les travaux seront en coordination avec les titulaires des lots clos et couverts désignés lors d'une consultation séparée ;

Les titulaires de lots sont réputés avoir pris connaissance de l'ensemble des prestations pour l'ensemble des lots

2.1.4 Economie circulaire

L'entreprise devra prendre en compte les demandes particulières de l'AMO Economie Circulaire dans le cadre du réemploi de matériaux sur site.

Les ouvrages à réemployer seront validés par La Maîtrise d'ouvrage et l'AMO Economie circulaire.

Pour assurer la bonne gestion environnementale et économie circulaire du chantier, l'entreprise désigne lors de la réunion de préparation de chantier, le responsable environnement de chantier. Il a pour mission de suivre la bonne application des prescriptions énoncées dans le présent document et dans le cahier des charges du lot sur lequel il intervient, sur les sujets relatifs à l'environnement et à l'économie circulaire. En particulier, il transmettra à la maîtrise d'œuvre et à l'assistant à maîtrise d'ouvrage économie circulaire les documents suivants :

- Documents de traçabilité des déchets : bon de suivi des déchets, bons de pesée, registre déchets (mensuellement) ;
- Les fiches techniques des produits et fiches de données environnementales et sanitaires des produits (avant toute commande, pour validation) ;
- Les justificatifs relatifs à l'intégration de matériaux recyclés dans les produits et matériaux mis en œuvre sur le chantier (avant toute commande, pour validation) ;
- Les informations relatives à la réduction des déchets sur chantier (réduction des emballages, consignation des palettes, plan de calepinage, etc.) ;
- etc.

2.1.5 Sécurité

La sécurité des usagers du tribunal devra être assurée pendant toute la durée des travaux.

L'entreprise devra sensibiliser ses salariés quand à la sécurité du site également, à la gestion des flux, à la fermeture des accès chantier en fin de journée, ...

2.1.6 Tri des déchets

A) Tri des déchets

L'Entreprise de travaux prendra l'ensemble des mesures nécessaires pour réaliser un tri à la source des différents types de déchets, en respectant les cahiers des charges des différentes filières de valorisation ou d'élimination qui apportent des précisions quant aux modalités de collecte séparée et transport de ces déchets à respecter.

Plus particulièrement l'Entreprise de travaux :

- triera sélectivement les matériaux valorisables et notamment non dangereux (plâtre, métaux, bois, verre, plastiques) et fraction minérale (béton, briques, pierres, ...), conformément à la réglementation en vigueur relative au tri 7 flux des déchets (décret n°2021-950) ;
- prendra toutes les mesures pour éviter les pollutions croisées avant que les déchets soient placés dans des contenants adaptés.

B) Traçabilité des déchets

Pour l'ensemble des déchets du chantier, l'entreprise demandera aux sites ayant réceptionné les déchets de fournir des bons de réception avec les informations nécessaires au suivi des déchets. De plus, l'entreprise obtiendra des plateformes réceptionnaires des déchets une attestation mentionnant la destination finale de chaque type de déchet. Ces documents devront servir au renseignement du registre chronologique des déchets, terres excavées et sédiments, conformément à l'arrêté du 31 Mai 2021.

Pendant et en fin de chantier, le Titulaire transmettra l'ensemble des documents de traçabilité des déchets émis sur le chantier. Le Titulaire réalisera un bilan de fin de chantier regroupant l'ensemble des informations liées à la prévention et à la gestion des déchets issus du chantier, récupérées tout au long du chantier. Il fera état :

- Des tonnages par type de déchets et du bilan en termes de traitement (réemploi, réutilisation, recyclage, valorisation matière, valorisation énergétique, élimination) ;
- De la manière dont les déchets ont été gérés au niveau du stockage temporaire et de l'enlèvement/expédition vers les exutoires intermédiaires et finaux.

2.1.7 Garantie de bon fonctionnement de 3 ans

Il est spécifié à l'entreprise que le Maître D'ouvrage demande que la garantie de bon fonctionnement soit étendue de 1 an à 3 ans

2.2 REMISE DES DOE

2.2.1 Remise des DOE conformément au CCAP

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

Les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés

Les notices de fonctionnement

Les prescriptions de maintenance

Les notes de calculs

Les procès verbaux de tenue au feu des matériaux mis en œuvre

Les fiches techniques des matériaux d'isolation thermique et phonique

Les fiches de contrôles et d'essais particuliers demandés aux D.T.U., au CCTP et en cours de chantier.

Les fiches de traçabilité de déchets produits sur le chantier

Les documents de traçabilité des produits et matériaux en vue de réemploi

Un tableau synthétique qui reprend la maintenance réglementaire et préventive afin de garantir la mise en œuvre des garanties légales et le bon entretien pour l'exploitation des ouvrages dans le temps

L'entreprise sera tenue de respecter les délais de remise de document sous peine d'application des pénalités de retard conformément aux exigences du CCAP

2.3 ENDUIT PLATRE INTERIEUR

2.3.1 Enduit plâtre

L'entreprise titulaire du présent lot devra la réalisation d'enduits plâtre traditionnels, finitions prête à peindre, compris toutes sujétions de cueillies, angles rentrants, angles sortants, baguettes métalliques.

Épaisseur : 15 mm en deux couches

Protection des abords par bâche polyane.

Repli du matériel, nettoyage dans l'emprise de l'opération.

Évacuation des gravois à la décharge publique.

Dans les locaux EB, en l'absence d'indication dans les documents particuliers du marché, le plâtre est de dureté Shore C supérieure à 60.

Toutes sujétions de coordinations avec les titulaires des lots fluides pour les passages et les réservations dans les murs.

Localisation

Au droit du mur de la salle des Assises pour reprise partielle du mur conservé (médaillon en peinture), au droit de toutes ouvertures créées pour protection au feu des poutres et poteaux métalliques

3 PEINTURE DECORATIVE - PRESCRIPTIONS GENERALES

3.1 EXIGENCES REGLEMENTAIRES

Les travaux de peinture seront soumis aux exigences réglementaires des textes suivants, en vigueur à la date de remise des offres :

- Normes Françaises AFNOR.
- Documents Techniques Unifiés et plus particulièrement :

DTU 59.1 (P74-201) : Travaux de peinture des bâtiments

NF DTU 59.1 (NF P74-201-1-1) (juin 2013) : Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais, ou épais- Partie 1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P74-201-1-1)

NF DTU 59.1 (NF P74-201-1-2) (juin 2013) : Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais, ou épais- Partie 1 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P74-201-1-2)

NF DTU 59.1 (NF P74-201-2) (juin 2013) : Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais, ou épais- Partie 1 : Cahiers des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P74-201-2)

- Décisions ou recommandations du Groupe Permanent d'Etude des Marchés de Peinture, Vernis et produits connexes (GPEM.PV).
- Charte environnementale de traitement des déchets de peinture.

3.2 SECURITE DES TRAVAILLEURS

L'Entreprise fera son affaire des mesures de sécurité à prendre ou des ouvrages à incorporer aux travaux de son lot pour assurer la protection des travailleurs durant ses interventions, conformément au « Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé » fourni par le Maître de l'Ouvrage. Les frais afférents à ces dispositions seront incorporés dans les prix de l'Entreprise ou, à son initiative, feront l'objet d'un poste chiffré spécifique.

Le « Dossier d'intervention ultérieure (DIU) » contenu dans le PGC fourni par le Maître de l'Ouvrage contient les plans et notes techniques pour les travaux d'entretien et de maintenance des ouvrages et lieux de travail.

3.3 CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux de peinture comprennent :

- la reconnaissance des subjectiles ;
- la fourniture des produits propres à l'exécution des travaux ;
- la fourniture de l'outillage, du matériel d'exécution ainsi que les échelles et échafaudages nécessaires ;
- la protection des surfaces non peintes par bâches, films plastiques ou tous autres moyens ;
- la mise en peinture des surfaces de référence et des éprouvettes ;
- l'application des produits de peinture en fonction de la qualité et l'aspect de finition, le degré de brillant, les coloris et les rechapissages prescrits ;
- le nettoyage des salissures occasionnées par l'intervention du peintre.

Ne font pas partie des travaux, sauf prescriptions particulières au présent CCTP :

- les nettoyages consécutifs aux travaux exécutés par les autres corps d'état ;
- les protections, en dehors de celles prévues à l'alinéa précédent ;
- les travaux rectificatifs ou complémentaires du gros-œuvre ou de tout corps d'état, nécessaires pour mettre le subjectile dans son état définitif ;
- les raccords estimés nécessaires par le Maître d'Oeuvre suite à l'intervention d'autres corps d'état, après l'achèvement des travaux de peinture ;
- la dépose et la repose des appareils d'équipement ;
- les manutentions et équipements spéciaux, nécessités pour permettre le libre accès aux subjectiles

3.4 ETAT DU CHANTIER

Les travaux de peinture ne pourront s'effectuer que si les conditions ci-après sont toutes satisfaites :
les locaux doivent être hors d'eau, vitrés et leur étanchéité doit être assurée ;

les enduits intérieurs et de ravalement auront été exécutés et leur état est conforme aux dispositions du DTU n°59.1 ;
les locaux doivent être clos mais ventilés par tout système adéquat fourni par le maître d'ouvrage, et leur degré hygrométrique ne doit pas rendre possible une réhumidification des surfaces à peindre et leur température doit répondre aux conditions du DTU n°59.1 (int : > 8°C : ext. > 5°C) ;
les locaux à peindre doivent être libres de la présence de tout autre corps d'état ;
les supports des revêtements de sol et les carrelages doivent être exécutés et les remontées d'humidité qui en proviennent doivent avoir disparu. Toutes traces de ciment, colles, etc. doivent avoir été soigneusement enlevées ;
les parquets doivent être posés et non replanis ;
les tranchées, raccords, scellements, doivent être rebouchés et secs ;
les essais de circuits de fluides (eau, gaz, chauffage, etc.) doivent avoir été effectués, les fuites éventuelles réparées et toute trace d'humidité doit avoir disparu, à l'exception de celles résultant de la pose des appareils après travaux de peinture ;
tous les subjectiles devant recevoir une peinture ou un revêtement doivent répondre aux conditions du DTU n°59.1, en particulier sur le plan de la siccité ;
la pose des menuiseries et de leurs habillages doit être achevée, la mise en jeu et les réglages exécutés ;
dans la mesure du possible, les appareils sanitaires non scellés seront posés après exécution des travaux de peinture. Dans le cas où, pour des raisons techniques, cette prescription serait impossible à respecter, ces ouvrages devront avoir été protégés par le corps d'état concerné ;
de même, les pènes des serrures ainsi que toutes les parties mobiles assurant le fonctionnement des menuiseries ne doivent pas être pré-peints ;
tous les locaux, leurs accès et les parties communes doivent avoir été nettoyés et exempts de tous gravats.
Toutes projections de plâtre, ciments, colles, etc., sur tous les subjectiles, verres, appareils, etc. doivent avoir été éliminées.
Les différents éléments non peints tels que menuiseries, joints, volets roulants, radiateurs prépeints doivent être préalablement protégés par les corps d'état concernés.

3.5 QUALITE DES PRODUITS

Les produits utilisés devront satisfaire, sans dérogation possible, aux prescriptions des normes. Tous les produits devront provenir de fournisseurs notoirement connus pour la qualité de leur fabrication, et seront soumis à l'approbation du maître d'œuvre.. L'entreprise devra s'assurer de la compatibilité de ses produits avec les subjectiles ou avec les produits employés en impression ou traitement par les autres entreprises.

4 PEINTURE DECORATIVE - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES ET DETAILLEES DES OUVRAGES

4.1 PEINTURE DECORATIVE DOREE

4.1.1 Peinture décorative doré

Peinture dorée sur boiseries conservées comprenant :
Travaux préparatoires pour bois ou contreplaqué à lessiver pour repeindre
- Lessivage d'ancienne peinture pour repeindre.
- Rebouchage à l'enduit des parties détériorées.
- Ponçage à sec, dépoussiérage.
Travaux de finition en peinture
- Dorure à base de résine acrylique, couche intermédiaire et couche de finition.
- Teinte au choix de l'architecte.
- Application au pinceau doux.

Localisation

Pour reprise des motifs dorés du mur conservé de la salle des Assises

4.2 MEDAILLON DE LA SALLE DES ASSISES

4.2.1 Restauration du tableau

Travaux de nettyage soignée à l'aide d'un pinceau et/ou de brosse selon cas, le nettoyage chimique ne pourra être utilisé qu'après essai et expertise précise. Elimination du mastic par humidification locale à l'eau chaude, utilisation d'un scalpel dans le cas d'un mastic synthétique.

refixation des peintures.

Toutes précautions permettant de redonner de l'éclat au tableau.

Localisation

Au droit du médaillon dans la salle des Assises